



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Les Jeunes UDF-MoDem condamnent les blocages des universités et appellent à un débat serein sur la loi Pécresse**

Contrairement aux annonces volontairement erronées des comités de mobilisation contre la loi Pécresse, seules quelques universités sont réellement bloquées et donc activement mobilisées.

Les actions menées aujourd'hui sont le fait d'une minorité, qui pénalise de nombreux étudiants. Elles vont à l'encontre de l'idée même de démocratie, tant ces mouvements sont soumis à des pressions syndicales et politiques. Nombre de mensonges ont été répandus afin de tromper délibérément les étudiants.

Le droit de grève est un acquis fondamental, mais il ne doit pas remettre en cause la liberté d'étudier. De nombreux étudiants, qu'ils soutiennent ou non la loi Pécresse, souhaitent aujourd'hui pouvoir continuer à aller en cours. Certains voudraient les enfermer dans un schéma binaire obligeant à être opposé à la réforme et favorable au blocage, ou contre le blocage et favorable à la réforme. Les Jeunes UDF-MoDem rejettent cette fausse alternative et demandent que de véritables débats, portant sur le fond de la réforme, puissent se tenir dans les universités.

La contestation étudiante s'appuie aujourd'hui sur un argumentaire volontairement flou qui traduit d'une part une méconnaissance du contenu de la loi « Libertés et responsabilités des Universités » et d'autre part une interprétation volontairement biaisée. Ainsi, le texte de loi, mais aussi les problématiques du logement, des aides sociales, des conditions de la vie étudiante, ou encore du financement de l'enseignement supérieur nourrissent le mécontentement des étudiants qui bloquent les universités.

La loi LRU est une loi nécessaire à l'évolution d'une université française aujourd'hui archaïque. Nous devons perfectionner nos structures d'enseignement pour les adapter aux enjeux de demain : une insertion professionnelle accrue, une recherche performante et une orientation efficace. Contrairement à ce qui est dit, la LRU n'affecte en rien ni le cadre national des diplômes ni la fixation des frais d'inscription, ni la sélection, qui resteront des prérogatives ministérielles.

Les Jeunes UDF-MoDem s'interrogent néanmoins sur la méthode employée par le gouvernement, qui a mené la concertation avec les organisations étudiantes de façon incohérente et dans l'urgence, donnant ainsi l'impression de vouloir passer en force. Ce n'est pas en voulant réformer vite que l'on réforme bien ; c'est en se donnant le temps du dialogue et de la négociation.

#### **Contact presse :**

Pierre Braun  
[p.braun@jeunes-udf.org](mailto:p.braun@jeunes-udf.org)